
Dix questions à...

Alec Castonguay

chef du bureau politique du magazine *L'actualité*



Diplômé de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en 2003, Alec Castonguay a été courriériste parlementaire pour le quotidien montréalais *Le Devoir* pendant cinq ans, soit de 2004 à 2009. Il quitte alors Ottawa pour Montréal et poursuit sa carrière comme journaliste politique et d'enquête.

En août 2011, il devient chef de bureau politique au magazine *L'actualité*. Actif autant à la radio qu'à la télévision, il collabore, entre autres, à l'émission *Les coulisses du pouvoir* diffusée le dimanche à Radio-Canada.

1. Alec Castonguay, vous avez été le plus jeune journaliste sur la colline Parlementaire à Ottawa. Est-ce que vos débuts ont été difficiles?

Non. Mais il m'a fallu un certain temps pour comprendre les rouages du Parlement et du gouvernement fédéral. Ce sont des organisations complexes. Je dois avouer que j'ai été chanceux. Lorsque je suis arrivé à Ottawa, j'ai remplacé une journaliste du *Devoir* en congé de maternité. J'ai alors travaillé avec Manon Cornellier qui a été pour moi un véritable mentor. Manon était en fonction à Ottawa depuis une vingtaine d'années. Grâce à elle, j'ai compris comment fonctionne l'appareil gouvernemental, comment chercher et trouver rapidement l'information et les documents produits par les différents ministères.

2. Vous êtes présentement chef de bureau politique au magazine *L'actualité*, en quoi consiste votre travail?

Je suis à la fois journaliste et chef de bureau politique. À ce titre, je suis responsable de la couverture politique du magazine. Je dois aussi déterminer avec mes patrons la façon d'aborder certains sujets. Contrairement aux autres médias, je n'ai pas à gérer le travail des journalistes permanents mais bien celui des pigistes. Il m'incombe de décider des sujets qui seront abordés dans les prochains numéros de *L'actualité*. Pour ce faire, il est essentiel de bien connaître le monde politique, autant à Québec qu'à Ottawa. Dans mon boulot, il faut prévoir d'avance, il faut toujours planifier à long terme. N'oubliez pas que le magazine *L'actualité* est publié à toutes les deux semaines.

3. La façon de communiquer du gouvernement fédéral a changé considérablement lorsque Stephen Harper est devenu premier ministre du Canada. Comment cela a-t-il affecté votre travail?

Les conservateurs ont une approche très différente des communications. Ils limitent l'accès des médias au personnel politique et font des points de presse seulement lorsqu'ils ont des choses à annoncer. Ainsi, ils contrôlent le message ce qui complique par le fait même le travail des journalistes. Sous les libéraux, les ministres étaient beaucoup plus disponibles pour répondre aux questions des médias. Lorsqu'il y avait une rencontre du Conseil des ministres, les journalistes qui étaient prévenus d'avance se rendaient sur les lieux et attendaient la fin de la rencontre pour poser des questions aux politiciens. Cette façon de faire est complètement disparue avec l'arrivée au pouvoir des conservateurs. Nous ne savons plus quand et où a lieu la rencontre du Conseil des ministres. La même chose s'est produite

avec les points de presse suite à la période des questions en Chambre. Avant, les ministres prenaient le temps de répondre aux questions des médias alors qu'aujourd'hui cette pratique n'existe presque plus.

Une autre stratégie des conservateurs consiste à aller à l'extérieur d'Ottawa pour répondre aux questions des journalistes locaux et ainsi contourner la presse parlementaire. Ce faisant, les questions sont beaucoup moins pointues puisque les journalistes qui travaillent dans les régions n'ont pas une connaissance approfondie des enjeux nationaux.

Un autre changement important a été la politisation des communications des ministères fédéraux. Je vous donne un exemple. Avant l'arrivée des conservateurs, un journaliste pouvait téléphoner au ministère de l'Environnement et poser une question d'ordre factuel au porte-parole du ministère. L'information circulait alors très rapidement. Parfois, on pouvait même recevoir une réponse quelques minutes après notre conversation téléphonique. Aujourd'hui, toute information diffusée par un ministère doit d'abord être validée par le bureau du ministre. Si la question a des répercussions politiques, il faudra attendre que le tout soit validé par le bureau du premier ministre. Ajouter à cela qu'il est désormais impossible de travailler avec le téléphone. Les contacts humains ont disparu. Avant, lorsque je discutais avec le représentant d'un ministère, je pouvais lui poser plusieurs questions. Maintenant, cela est impossible. Je pose une question par courriel, j'attends la réponse qui peut être longue à venir. Si je veux poser une autre question, je dois recommencer tout le processus par courriel. Avant, il nous était possible d'obtenir une réponse à nos questions en quelques minutes. Aujourd'hui, cela peut prendre des semaines, voire des mois.

Finalement, dans un tel contexte, les journalistes doivent utiliser beaucoup plus la *Loi sur l'accès à l'information*. Mais, ici encore, il y a un problème : plus il y a de demandes, plus les délais sont longs. Les délais fixés par le gouvernement ne sont plus respectés. Alors qu'on devrait s'attendre à recevoir une réponse à l'intérieur d'une période de 30 jours, désormais, il faut attendre parfois jusqu'à 300 jours.

4. Les valeurs défendues par le gouvernement de Stephen Harper sur la scène internationale ont-elles modifié la perception que l'on a du Canada à l'étranger?

La perception que l'on a du Canada à l'étranger commence à changer. Au niveau international, le Canada n'est pas un pays sur lequel on s'attarde beaucoup. On ne peut pas comparer le Canada aux États-Unis, à la Grande-Bretagne, à la France ou encore à l'Allemagne. Ces pays font l'objet de toutes les attentions de la part de la communauté

internationale, ce qui n'est pas le cas du Canada. Contrairement à ce que l'on pense, le Canada n'est pas un joueur important dans le monde.

Il y a deux façons d'aborder votre question. Partout dans le monde, au niveau des individus, l'image du Canada est très bonne. Pour eux, le Canada est toujours un pays progressiste qui offre une très bonne qualité de vie à sa population. Par contre, pour ce qui est des gouvernements étrangers, l'opinion qu'ils ont du Canada n'est plus la même. Le fait que le Canada n'a pas été capable d'obtenir un siège au Conseil de sécurité des Nations unies à l'automne 2010 le démontre très bien.

Il y a aussi d'autres raisons qui me semblent fondamentales. Le Canada n'hésite plus à intervenir militairement partout dans le monde. Le rôle joué en Afghanistan a été très important. De plus, le Canada a été l'un des premiers pays à intervenir en Lybie pour déloger le colonel Mouammar Kadhafi. Enfin, un dernier facteur qui explique le changement de perception a trait à la politique canadienne sur le réchauffement de la planète. Le Canada a renié le protocole de Kyoto, ce qui lui a valu une très mauvaise réputation partout dans le monde.

5. Est-ce que les valeurs politiques du Canada anglais sont différentes de celles du Québec?

Sans nécessairement parler de valeurs politiques, je dirais qu'il y a des comportements qui sont différents au Canada anglais. Prenez les dernières élections fédérales en mai 2011. Le Québec, qui avait voté depuis une vingtaine d'années pour le Bloc Québécois, vote massivement, sans qu'on s'y attende, pour le Nouveau Parti démocratique (NPD). Cette façon de faire étonne le Canada anglais. Ce qui différencie le Québec, c'est la force de sa langue et de ses médias. Ce n'est pas du tout la même chose dans le reste du Canada où l'accès aux médias américains est plus facile. Par conséquent, le traitement de l'information n'y est pas le même.

Il y a aussi une façon différente de voir le rôle de l'État au Québec. Prenons l'exemple de l'abolition du registre des armes à feu. Le reste du Canada semble plus ou moins indifférent à cette question, alors qu'il en va tout autrement au Québec. La même chose pourrait s'appliquer à la loi sur les jeunes contrevenants. Au Québec, on favorise plutôt la réhabilitation alors que dans l'Ouest du Canada, on accorde une préférence à la répression.

6. Au Québec, il aura fallu plusieurs années au premier ministre Jean Charest pour mettre sur pied une commission d'enquête sur l'industrie de la construction. Comment expliquer un si long délai alors que la majorité des Québécois et des Québécoises ont toujours été en faveur d'une telle enquête?

Il y a deux réponses à votre question.

La première, qui peut paraître surprenante, est qu'il est difficile de déterminer le mandat exact d'une commission d'enquête sur l'industrie de la construction. Une commission d'enquête doit nécessairement faire son travail à l'intérieur d'un cadre bien précis. Quand j'ai couvert le travail de la Commission Gomery, qui avait pour but d'enquêter sur le scandale des commandites, j'ai pu constater que son mandat était très bien défini. Revenons à l'industrie de la construction. C'est une énorme machine. Il y a des firmes d'ingénieurs, il y a le ministère des Transports, il y a les entreprises privées, il y a les syndicats. C'est un monde gigantesque. Enquêter sur ce secteur de l'activité économique exige un mandat clair et précis. Sinon, le juge responsable de cette enquête ne pourra jamais terminer son travail.

La deuxième réponse est d'ordre politique. Lorsqu'un gouvernement met sur pied une commission d'enquête, il contrôle une seule chose : la date du début de l'enquête! Après c'est terminé. Au cours des audiences publiques, il est évident que bien des gens révèlent des choses très embarrassantes pour le parti au pouvoir. Cela a un effet immédiat sur l'opinion publique. Cette espèce de jugement populaire pourrait coûter très cher aux politiciens. L'opposition se servira aussi des travaux de la commission d'enquête pour poser des questions. Pour un gouvernement, peu importe lequel, une commission d'enquête représente toujours un risque politique.

7. Pour expliquer le faible taux de participation aux élections provinciales et fédérales, on invoque le cynisme de la population envers le système politique. Est-ce que la façon dont les gouvernements se comportent peut expliquer ce problème?

Bien sûr. Les gens ont de plus en plus l'impression qu'une fois au pouvoir les politiciens oublient le bien commun; oublient l'intérêt supérieur de la province ou du pays. Cette façon de se comporter alimente énormément le cynisme. Regardez ce que les conservateurs ont fait. Pour obtenir leur majorité, ils ont ciblé certains groupes de la société et les ont avantagés d'une façon ou d'une autre pour obtenir le maximum de votes lors des élections. Cette façon de faire - diviser pour régner - accentue les mécontentements au sein de la population. Les

politiciens devraient plutôt mettre en place des politiques ou des programmes qui rassemblent les citoyens au lieu de les diviser. Le cynisme est aussi alimenté par la façon dont les politiciens se comportent. Prenons un exemple avec la période des questions, autant à la Chambre des communes qu'à l'Assemblée nationale. Ce que les gens voient, ce sont des politiciens qui manquent de politesse et qui se comportent de façon éhontée envers leurs adversaires. Par le fait même, l'opinion que l'on se fait des politiciens n'est pas très reluisante.

Chez les jeunes, il se passe des choses très intéressantes. Ils se préoccupent moins de la politique mais, par contre, ils s'investissent beaucoup pour défendre des causes liées à l'environnement, au développement international ou encore à la gestion des ressources naturelles. Au lieu d'aborder les problèmes par l'intermédiaire d'un parti politique, ils préfèrent militer au sein d'organisations non gouvernementales (ONG) ou de différents groupes de pression. Au lieu de militer à l'intérieur du Parti libéral du Canada pour augmenter l'aide internationale, ils vont plutôt œuvrer au sein d'Oxfam ou d'Amnistie internationale. Donc le réflexe politique n'est plus là. Les jeunes ne militent plus au sein d'un parti politique pour changer des choses ou défendre une cause. Ils vont plutôt militer ou travailler au sein d'une organisation qui est impliquée directement dans les causes qui les intéressent. C'est devenu très difficile pour les partis politiques de rejoindre les jeunes. Les nouveaux médias n'ont rien pour faciliter les choses. Chacun et chacune écoutent, lisent ou regardent des médias différents.

8. Que faudrait-il faire pour améliorer le fonctionnement de la démocratie au Canada et au Québec?

Un ensemble de choses pourrait faire la différence. Il y a d'abord le comportement des politiciens qui est à revoir. Faire preuve de civisme et de politesse; répondre aux questions de vos adversaires de façon intelligente, avec un langage approprié, voilà ce qui pourrait redorer le blason des politiciens. Ensuite, il faut trouver une façon pour permettre aux citoyens et aux citoyennes de participer à la chose publique. Il faut que la politique devienne quelque chose de concret pour eux. Il faudrait peut-être aussi changer ou améliorer notre système politique. Peut-être est-il temps d'introduire le système de représentation proportionnelle dans la politique canadienne? C'est une piste à étudier. On a l'impression qu'on assiste à des avancées et des reculs en ce qui concerne le fonctionnement de la démocratie. Prenez l'exemple des subventions publiques aux partis politiques. Jean Chrétien, qui a introduit cette mesure, voulait que le financement des partis politiques relèvent plus de la chose publique que des intérêts privés. Malheureusement, Stephen Harper a décidé de mettre fin à ce

programme. C'est dommage. C'était un incitatif à aller voter car les électeurs savaient que, suite à leur vote, leur parti politique pourrait bénéficier d'une certaine somme d'argent pour se développer.

Il existe plusieurs solutions pour améliorer le fonctionnement de notre démocratie. Il est temps d'y voir car un gouvernement élu avec une participation de moins de 50 % au processus électoral n'est malheureusement pas un gouvernement légitime.

9. Vous faites une grande utilisation des médias sociaux. Cela facilite-t-il votre travail?

J'utilise beaucoup Twitter. Cela facilite mon travail de deux façons. D'abord, je considère que je suis mieux informé. Par exemple, je reçois de l'information de Statistique Canada, de différents organismes du gouvernement fédéral et de plusieurs journalistes politiques d'un peu partout au pays. Ainsi, je suis en mesure de savoir très rapidement ce qui se passe dans le domaine politique au Canada. Cela me permet aussi d'être au courant des articles publiés par plusieurs de mes collègues sans nécessairement être abonné à leur journal. D'autre part, je peux communiquer beaucoup plus rapidement avec ceux qui sont abonnés à mon compte Twitter. Si je constate qu'il y a un article intéressant qui vient d'être publié dans le *Globe and Mail*, je peux immédiatement communiquer cette information aux personnes qui sont abonnés à mon compte Twitter et qui ne sont pas nécessairement des lecteurs réguliers de ce journal.

S'exprimer sur Twitter comporte quand même des risques. Il faut faire très attention à ce que l'on dit. Je suis un journaliste et j'ai aussi un rôle d'analyste politique. Donc, ceci m'oblige à garder certaines opinions personnelles pour moi. Avant d'écrire un message, je me pose toujours une question très simple : Est-ce que je pourrais dire la même chose dans une salle devant un auditoire de quelques centaines de personnes. Si la réponse est non, je m'abstiens de l'écrire sur Twitter. Enfin, il ne faut pas oublier qu'un message sur Twitter ne peut pas dépasser 140 caractères. Ce n'est pas l'endroit idéal pour expliquer des choses complexes ou encore pour tenter de justifier son point de vue.

10. Les médias connaissent une période de grande incertitude depuis quelques années. Comment voyez-vous leur avenir?

Je crois qu'il y aura toujours des journalistes parce qu'il y aura toujours un besoin d'information. Cette information est vitale pour les citoyens et les citoyennes d'un pays. Comment voter? Comment améliorer notre système d'éducation? Comment améliorer nos soins de santé? Quel investissement faire au niveau de la science? Pour répondre à de telles questions, pour prendre des décisions éclairées, il faut avoir accès à une bonne information. Cette bonne information relève du domaine journalistique. Le journaliste a accès à plusieurs sources d'information; il a la formation nécessaire pour interroger les différents intervenants publics et il a aussi les moyens qui lui permettent de diffuser au plus grand nombre le fruit de son travail.

Pour ce qui est de l'avenir des médias, le grand changement c'est bien entendu les nouvelles plateformes de diffusion. Il y a le papier évidemment mais il y a aussi les tablettes de style iPad, les ordinateurs, les téléphones intelligents; toute une panoplie de nouveaux outils pour diffuser l'information. Une autre question importante concerne le coût de l'information. Depuis plusieurs années, nous avons habitué les gens à recevoir de l'information gratuitement. Cette façon de faire est en train de changer. Faire de l'information, produire de l'information coûtent cher. Envoyer des journalistes à l'étranger, faire des enquêtes, tout cela n'est pas gratuit. Alors, pour avoir une bonne information, il faudra un jour ou l'autre accepter de payer.

Merci Alec Castonguay!

Propos recueillis par Marie Gélinas, le 8 décembre 2011, à Montréal.